



Supermarchés, chaînes d'approvisionnement transnationales et violations du droit du travail

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 07 décembre 2017

grain.org 27 novembre 2017

Région : [Asie](#)

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#), [Transnationales](#)

Supermarket watch Asia bulletin (Bulletin de veille des supermarchés d'Asie), No. 8, novembre 2017

Éditorial :

Supermarchés, chaînes d'approvisionnement transnationales et violations du droit du travail

Les chaînes d'approvisionnement transnationales sont des réseaux d'entreprises locales qui répondent aux demandes des entreprises transnationales ; la demande concerne principalement les matières premières et les pièces de produits manufacturés. Ce sont les entreprises transnationales qui fixent les termes des échanges au sein de la chaîne d'approvisionnement : qualité, prix, quantités et délais. Elles laissent aux fournisseurs le soin de déterminer les conditions de travail et la gestion de la sécurité et des questions environnementales. Le commerce de détail et les supermarchés sont des exemples bien connus de chaînes d'approvisionnement transnationales, ainsi que les centres d'appel, les services postaux ou la gestion du transport.

Le rôle économique des chaînes d'approvisionnement est en pleine expansion depuis que les entreprises transnationales ont commencé à externaliser fabrication et fournisseurs là où prévalaient ou étaient tolérés des salaires extrêmement bas, des normes de sécurité au travail peu élevées ou inexistantes, et même l'esclavage. Diverses sources indiquent que ces chaînes assurent actuellement entre 30 et 60 pour cent de la totalité du commerce mondial et dépendent du travail de plus de 100 millions de personnes dans le monde. En moyenne, les entreprises qui s'appuient sur des chaînes d'approvisionnement transnationales n'embauchent directement que 6 pour cent de la main d'œuvre qu'elles emploient en réalité. Le reste est « externalisé » et les travailleurs sont souvent disséminés sur plusieurs pays et entre des milliers de fournisseurs.

En 2016 un rapport de la Confédération syndicale internationale (CSI ou ITUC en anglais) s'est intéressé aux chaînes d'approvisionnement de 50 des plus grandes entreprises mondiales. L'étude révèle que certaines des entreprises qui utilisent le plus la main d'œuvre cachée sont les chaînes de commerce de détail et les supermarchés comme Walmart, Carrefour, Tesco ou Seven & I, la société japonaise à qui appartient 7-Eleven. Walmart, la plus grande, s'appuie sur le travail de 10 millions de travailleurs cachés en plus de ses 2,2 millions d'employés enregistrés dans le monde. Disposer de main d'œuvre cachée permet aux entreprises de ne pas avoir à respecter les obligations nationales et internationales du droit du travail, les salaires minimaux, les pensions et les règlements sur

la sécurité au travail. Dans beaucoup de ces chaînes transnationales, les violations des droits humains (heures supplémentaires non payées, quotas de production journaliers ou horaires obligatoires mais impossibles à atteindre, interdiction d'aller aux toilettes, châtiments corporels, abus sexuels, mesures antisyndicales et menaces) sont monnaie courante.

Ainsi les supérettes 7-Eleven sont coutumières de nombreuses violations des droits des travailleurs. Une enquête par le ministère de l'Emploi sud-coréen a trouvé que près d'un quart des magasins 7-Eleven payaient leurs employés moins que le salaire minimum. En Australie, jusqu'à deux tiers des gérants de 7-Eleven ont délibérément choisi de payer leurs travailleurs moins que le salaire minimum ; certains employés vont même jusqu'à travailler 16 heures de suite sans véritable pause. L'entreprise est également mêlée à une histoire d'évasion fiscale en Indonésie et a été obligée cette année de fermer.

Les agriculteurs sont eux aussi directement touchés par l'expansion des chaînes d'approvisionnement transnationales. Les supermarchés et les très grandes entreprises alimentaires ne cessent de fusionner, de développer l'intégration verticale et de faire disparaître les concurrents plus petits, provoquant une concentration de plus en plus forte du secteur des achats. Les agriculteurs se retrouvent donc avec moins d'options quant aux lieux de vente et doivent négocier avec des acheteurs qui ont plus de poids pour imposer leurs conditions, notamment des prix plus bas. C'est ce qui se passe avec les [produits laitiers en Inde](#) [en anglais], un secteur visé convoité par les géants de l'agrobusiness depuis longtemps à cause de sa taille et de sa nature désorganisée. Si un nouvel accord de libre-échange est signé et ratifié, le prix du lait ne pourra que continuer à baisser et à accroître les dettes des agriculteurs.

Un nouveau rapport de GRAIN montre comment la nouvelle génération d'accords de libre-échange, comme le TPP et le RCEP, renforce encore la protection juridique des grandes entreprises face aux pratiques abusives de travail caché au sein de leurs chaînes d'approvisionnement.

Cet éditorial est basé sur le rapport de GRAIN [Nouveaux accord de libre-échange : la normalisation de la brutalité des chaînes d'approvisionnement mondiales](#) et le rapport de 2016 de la CSI/ITUC [Frontlines report 2016 – Scandal: inside the global supply chain of 50 top companies](#). Voir aussi la présentation de ce rapport en français : [Scandale : Immersion dans les chaînes mondiales d'approvisionnement de 50 des plus grandes entreprises](#) <https://www.ituc-csi.org/un-nouveau-rapport-de-la-csi?lang=fr>

DANS LA RÉGION

L'Atlas mondial de l'Agrobusiness



Ce rapport montre que la concentration dans les mains de quelques multinationales toujours plus puissantes a des conséquences considérables à tous les niveaux de la chaîne alimentaire. Les auteurs de l'Atlas de l'Agrobusiness tirent la sonnette d'alarme : cette évolution inquiétante menace la liberté de choix du consommateur ainsi que les emplois et les conditions de travail et la production alimentaire dans le futur.

Entre 2015 et 2016, 5 des 12 plus grandes fusions mondiales d'entreprises cotées en bourse eurent lieu dans l'agro-business pour une valeur totale de presque 500 milliards de dollars.

Les auteurs craignent que la tendance croissante aux regroupements dans la chaîne alimentaire n'entraîne :

- Une réduction du choix des consommateurs : avec l'accroissement des monopoles, la chaîne alimentaire est contrôlée par de moins en moins d'acteurs. Près de la moitié des aliments vendus dans l'Union européenne provient d'à peine dix chaînes de supermarchés et 50 compagnies de transformation couvrent plus de la moitié des ventes alimentaires mondiales. 4 compagnies contrôlent à elles seules 60% des aliments pour bébés.
- Un risque pour l'avenir de la production alimentaire : les multinationales issues des fusions poussent à l'industrialisation de l'ensemble de la chaîne alimentaire et aujourd'hui, 20% des terres agricoles mondiales sont dégradées.
- Des pertes d'emplois et de bas salaires : la vague actuelle de fusions dans le secteur de la transformation – comme celle de Kraft-Heinz et AB Inbev-SAB Miller – est motivée par des calculs de réduction des coûts et a provoqué la perte de milliers d'emplois.
- Des pressions sur les prix exercées par les cartels d'acheteurs : les distributeurs de produits alimentaires font pression sur leurs fournisseurs, éliminent les producteurs plus petits et instaurent de mauvaises conditions de travail et de bas salaires tout au long de la chaîne alimentaire. Près de 80% du marché mondial de thé est contrôlée par seulement trois multinationales.

Dans cette situation, les plus pauvres continuent de souffrir de la faim malgré un excédent de produits alimentaires. La production mondiale de cultures alimentaires équivaut aujourd'hui à environ 4 600 calories par jour et par personne, mais plus de la moitié est perdue lors du stockage, de la distribution, par gaspillage alimentaire et en étant donnée aux animaux d'élevage. Ce rapport sort au moment où la Commission européenne doit prendre une décision extrêmement importante quant à l'autorisation de la possible méga-fusion entre Syngenta et Monsanto, et après que le Commissaire Phil Hogan ait annoncé son intention de réduire la puissance d'achat disproportionnée des supermarchés.

Olivier de Schutter, co-président du Comité d'experts sur les systèmes alimentaires durables (IPES-Food) : « Ce rapport devrait ouvrir les yeux à toute personne qui se soucie de la nourriture, des campagnes et de la vie rurale. Nous assistons à un déferlement sans précédent de fusions et d'acquisitions dans les secteurs alimentaire et agricole qui aura des conséquences sur ce que nous mangerons et ce qui sera cultivé dans le futur. Il est absolument nécessaire d'avoir un débat et l'engagement proactif des autorités de réglementation pour protéger l'intérêt général et les intérêts des salariés et de l'environnement. »

Christian Berdot des Amis de la Terre France : « Les Etats-Généraux de l'Alimentation se déroulent dans ce contexte de financiarisation et de concentration du secteur agro-alimentaire. Nous devons tout faire pour empêcher que les décisions qui en sortiront ne renforcent encore le pouvoir exorbitant des multinationales, aux dépens des paysans, des citoyens et de l'environnement. Par ses décisions, le gouvernement montrera s'il favorise l'agriculture paysanne ou le complexe agro-industriel et financier mondial. »

Benjamin Luig, coordinateur du programme de Souveraineté alimentaire à la Fondation Rosa Luxembourg : « Le rapport révèle une dimension largement ignorée de la restructuration du secteur agro-alimentaire. Ce sont les firmes d'investissement privé qui, plus que les actionnaires des entreprises, poussent à une concentration accrue du secteur agro-alimentaire. Depuis 2004, un groupe d'investissement, 3G Capital, a poussé ou entraîné des fusions qui ont abouti à la constitution de la plus grande compagnie de bière au monde (AB InBev), de la troisième compagnie de restauration rapide (Burger King) et de la cinquième compagnie de transformation alimentaire (Kraft-Heinz). Cette stratégie inclut des suppressions massives d'emplois et la fermeture d'usines d'embouteillage. Il est nécessaire et urgent que les autorités de réglementation limitent l'étau du secteur financier sur le secteur agro-alimentaire. »

Barbara Unmüßig, présidente de la Fondation Heinrich Böll : « Les fusions et la concentration du marché dans le secteur agro-alimentaire connaissent une hausse vertigineuse. Concentration des terres, monocultures et dépendance quasi complète des agriculteurs et des consommateurs à l'égard des décisions des multinationales en sont les conséquences inquiétantes. La biodiversité mondiale et la diversité et l'indépendance de notre chaîne alimentaire sont menacées. Les militants qui luttent pour le droit d'accès à l'eau, à la terre et aux semences sont, partout dans le monde, les cibles d'une répression publique ou privée de plus en plus féroce. »

Rapport complet en anglais disponible sur : http://www.foeeurope.org/agrifood_atlas

Source: [Amis de la terre](#)

[Supermarket watch Asia](#) est un bulletin internet trimestriel produit par GRAIN. Destiné aux mouvements sociaux, il est consacré aux évolutions du secteur de la vente au détail et de la distribution alimentaires en Asie. Cliquer sur ce lien pour voir la totalité du bulletin (en anglais) et vous abonner.[grain](#)

La source originale de cet article est [grain.org](#)

Copyright © [Grain](#), [grain.org](#), 2017

Articles Par : [Grain](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca